

LA  
COUTUME OUVRIÈRE  
TOME I

## DU MÊME AUTEUR

---

**L'esprit de la législation napoléonienne** (1898).

**Le Code civil et le Droit nouveau** (1904).

**Les transformations de la Puissance publique.** Les Syndicats de fonctionnaires (1907).

**La loi.** Essai sur la théorie de l'autorité dans la démocratie (1909).

**Syndicats et services publics** (1910).

**L'expérience juridique** (*en préparation*).

---

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE  
publiée sous la direction de Alfred Bonnet

---

LA  
**COUTUME OUVRIÈRE**

---

SYNDICATS, BOURSES DU TRAVAIL  
FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES, COOPÉRATIVES

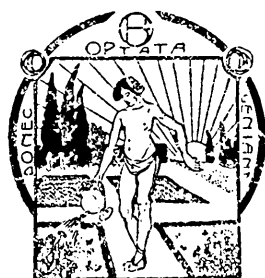
**DOCTRINES ET INSTITUTIONS**

PAR

**MAXIME LEROY**

---

TOME PREMIER



PARIS (5<sup>e</sup>)  
**M. GIARD & É. BRIÈRE**

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

---

1913

HD

668.4

L3

t.1



A MON AMI J. H. ROSNY J<sup>NE</sup>



## PREFACE

C'est surtout pour lui-même que le peuple est un mystère.

CORBON (1).

L'idée abstraite d'une « nature humaine » ne paraît plus correspondre à l'état de notre connaissance ethnographique : chaque peuple nous paraît amalgamer, sous un nom générique, en une unité qui n'est que législative et bureaucratique, des cultures très diverses, des mœurs et des morales théoriques, voire des logiques différant profondément de groupe à groupe. De temps à autre, des incidents violents mettent à vif ces oppositions très profondes que la force seule est capable de briser. Pendant la révolte des vignerons du Midi, en 1907, de la Marne et de l'Aube, en 1911, on a vu même un concept aussi défini et absolu en apparence que celui de l'unité française subir de violentes attaques ; pendant les opérations d'inventaires, à la suite de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat, en 1905, puis en 1911, lors de l'application de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, le concept si catégorique du respect de la loi n'est pas resté plus intangible. En présence de certains faits, les Français ne réagissent

(1) *Le secret du peuple* (1863), p. 3 (Ouvrier tisserand, puis typographe, Corbon fut un des initiateurs, dans les années 40, du mouvement coopératiste ; représentant du peuple en 1848, député à l'Assemblée Nationale de 1871, il mourut en 1891, sénateur inamovible).

donc pas de la même façon, n'éprouvent pas les mêmes sentiments, même lorsque ces faits mettent en cause des intérêts qui semblent fondamentaux pour la nation.

C'est sur le type des idées du « bourgeois » de la Révolution que les idées morales et politiques ont été généralisées pour l'universalité des individus qui vivent en France. Même phénomène génétique dans tous les pays : seul le type créateur diffère. Tout ce qui s'écarte des concepts ainsi formés par l'élite apparaît comme immoral et déraisonnable à ceux qui les tiennent pour bons. « Il suffit, écrit M. Lévy-Bruhl (qui croit à l'infinie variété de la nature humaine), qu'une théorie soit en désaccord avec ce qu'exige la conscience morale commune pour que nous la condamnions comme mauvaise ; et nous n'hésitons pas à en conclure aussitôt qu'elle est fausse » (1). Cette attitude critique accuse le contraste des coutumes et des mœurs de secte à secte, de parti à parti.

Les habitudes, les idées des ouvriers assemblés en corps ne sont pas réductibles aux grands et vastes concepts par lesquels la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle a laïcisé la vieille ambition de catholicité de la société religieuse issue des Evangiles. Chaque fois qu'ils nient, par le fait et par la discussion, l'idée de patrie, l'obligation au devoir militaire, le dogme de l'obéissance aux lois, la majesté symbolique du drapeau, ils provoquent une réaction extraordinairement virulente dans tous les milieux qui ne sont pas soumis au même déterminisme. Il est alors parlé des « paradoxes répugnants et hideux » de la classe ouvrière ; or, ces négations, avant d'être blâmées, n'ont été soumises à aucune observation préalable : elles n'arrivent que de seconde ou de troisième main, déformées, sous les yeux des censeurs. C'est avec des idées et des sentiments, honorables sans doute (cela ne fait pas question), mais étrangers au phénomène syndicaliste, que ces censeurs regardent, jugent, enfin condamnent.

Une telle attitude, de tels procédés empêchent de voir la réelle

1) *La morale et la science des mœurs* (4<sup>e</sup> éd., 1903), p. 41.

diversité du type français, l'ancienneté et l'originalité des groupes et sous-groupes : prévenus, comment pourrions-nous parvenir à une connaissance scientifique de ce phénomène très complexe avec ses pratiques au premier abord déconcertantes, ses idées illogiques, ses sentiments incompréhensibles ? Le Français est, toutes proportions gardées, un type presque aussi riche en variétés que les peuples entre eux : on le verra mieux encore lorsque l'impassible ethnographie préhistorique aura imposé ses méthodes concrètes et objectives aux observateurs des faits sociaux enfin délivrés du souci de défendre une faction ou une philosophie. Les travaux de l'école sociologique ont déjà ouvert la voie aux investigations patientes et désintéressées dans le domaine des faits contemporains : entre tant de variétés constituant le type du Français nous avons choisi le groupe qui, avec le groupe religieux, accuse le plus vivement et nettement son originalité, donc le plus violemment critiqué, partant le moins étudié.

Difficiles vertus que le désintéressement et la patience en de telles études : même les plus grands, tel Taine, ont rarement résisté à la tentation de prendre parti. Les événements sont devenus des armes dans leurs mains impatientes et guerrières. Devant toute nouveauté sociale, les publicistes commencent par prendre une attitude de combat : ils n'ont pas fini d'observer que déjà ils critiquent.

Combien il est facile de critiquer : il n'y a qu'à écouter la voix des principes qui nous sont familiers. Leurs contours sont nets et ils ont pour eux une longue tradition. Ils sont connus, communs, chargés de sens. A eux sont attachées toutes nos notions d'ordre et de liberté, de civilisation. Ils évoquent comme le spectacle d'allées soigneusement ratissées au bout desquelles s'élèvent des maisons anciennes confortablement aménagées : comment ne pas préférer ces maisons faites en bonnes pierres aux demeures hâtivement édifiées par la spéculation sur des terrains neufs ! Spontanément, nous aimerons toujours les pierres, les

meubles, les livres où les temps passés ont mis leur sombre patine, parce qu'ils répondent mieux à nos instincts lentement et anciennement élaborés. Nous sommes de vieux hommes et nous aimons les vieilles traditions, parce que nous les comprenons sans effort.

Publicistes, sociologues, juristes, nous pensons avec cette sentimentalité charmante et simple, à qui d'ailleurs il faut peu de chose pour devenir farouche et brutale, naturellement, puisque l'instinct et l'habitude lui donnent vie et aliment ; chacun de nous, spontanément, va où l'appellent l'émotion et la pensée plus faciles, plus remplies de souvenirs parlants et évocateurs. On ne peut en vouloir à ceux qui écoutent ainsi parler leur cœur, s'ils nous donnent des œuvres pleines, écrites avec soin, des œuvres qui ont cette qualité d'être bien françaises, c'est à-dire bien traditionnelles.

Ouvres précieuses : mais elles ont le grand défaut d'être injustes, et il faut oser dire qu'elles sont quelque peu inintelligentes : quelle perspicacité voudrions-nous reconnaître aujourd'hui aux Joseph de Maistre qui ont passé à côté de la Révolution sans la voir, sans la comprendre, sans prévoir quel ordre nouveau elle instaurait dans l'univers ? Ils n'ont su que regretter — et quels abus regrettaient-ils ? Et Taine, que reste-t-il de ses imprécations contre « l'anarchie spontanée » de cette grande, tragique et laborieuse époque ? De belles pages, que nous ne lisons pas sans irritation, des pages passionnées, écrites par un artiste politicien sans la méthode soigneuse à laquelle les nouveaux historiens nous ont habitués. Ni Taine, ni Joseph de Maistre, l'inspirateur de ce terrible proscripteur qui ignorait son jacobinisme forcené, n'ont vu la reconstitution qui s'opérait sous le décor dramatique des événements : ils n'ont vu que ruines là où nous voyons mille origines.

Au reste, de classe à classe comme de nation à nation une connaissance réciproque collective n'est pas possible : connaissance ou confiance ; et cette ignorance, on ne peut guère espérer que les-

livres ou les études la feront disparaître, il faut le dire à la décharge des bourgeois et des ouvriers trop violents. Les classes s'ignorent réciproquement parce que chacune agit dans la dépendance de sa situation économique et politique. Diverses, antagonistes, elles pensent diversement, antagoniquement. Séparées les unes des autres par des croyances et des intérêts, elles marquent, d'un camp à l'autre, ces intérêts et ces croyances du signe de mauvaise foi et les appellent des préjugés : si elles se connaissaient, elles s'apprécieraient, et elles seraient presque confondues ; si elles discutaient, elles seraient bien près de s'entendre.

Un exemple bien caractéristique d'ignorance réciproque a été donné en 48. On ne saurait trop le méditer.

Du côté du gouvernement, à la veille de l'insurrection de février, ce fut le plus complet aveuglement. Dans la campagne des banquets, Louis-Philippe ne vit que le jeu des passions politiques ennemies et aveugles et le ministère ne sut répondre que par des interdictions de banqueter aux réformes. Du côté des réformistes, même ignorance. Le peuple surprit ses chefs. Il manifesta les 21 et 22 février, sans eux, et même contre leur avis formel.

Le 24 février, deux gouvernements révolutionnaires furent constitués par ces chefs qui s'ignoraient les uns les autres ; l'un par les hommes du *National*, républicains parlementaires, au Palais-Bourbon, l'autre par les hommes de la *Réforme*, républicains démocrates, à l'Hôtel de Ville.

Les parlementaires durent partager le gouvernement avec les démocrates ; aussi aveugles que Guizot et ses collaborateurs, les parlementaires s'étaient imaginé qu'ils représentaient toute la République, toute l'opinion républicaine. Grande fut leur stupéfaction quand ils apprirent que d'autres qu'eux-mêmes, à une demi-heure de marche, parlaient au nom de cette même République, et que ces autres émeutiers avaient pour eux la majorité du peuple parisien.

En lisant cette histoire, on croit les voir, ces pontifes naïfs, verbeux et honnêtes, ces Garnier-Pagès, ces Arago, ces Marie,

qui se feront encore surprendre par le coup d'Etat du Prince-Président. Et furent-ils moins suffisants, les hommes de la *Réforme* qui s'étaient jugés assez forts pour s'emparer de tout le gouvernement? Luttant cependant assez près les uns des autres, ces démocrates conspirateurs et ces parlementaires doctrinaires, ne connaissaient pas leurs forces respectives; et, chefs d'un mouvement qui terminait la Révolution en une victoire imprévue, ils n'avaient aucune connaissance exacte des événements immédiats qu'ils s'imaginaient mener avec des paroles comme des recrues dans une cour de caserne. « Il faut laisser quelque chose à la Providence », a dit un jour Lamartine : la Providence avait tout pris les 21, 22, 23 et 24 février.

Cet exemple ne vaut-il pas le plus gros traité de pédagogie politique? Prenons la liberté d'ajouter : et le meilleur traité de méthodologie historique?

Les classes ne cherchent d'ailleurs pas à se connaître : ce n'est pas manque de curiosité, mais force intérieure, témoignage de leur scission; sans doute, ont-elles toutes besoin de croire à leur supériorité, condition apparemment nécessaire pour bien lutter et lutter sans merci. Pour les ouvriers, tous les bourgeois sont des exploiters; et les bourgeois qualifient facilement les ouvriers de saboteurs. Ils se méconnaissent les uns les autres, se calomnient, se combattent avec un aveuglement que l'on retrouve à l'origine de toutes les luttes, tant nationales qu'internationales. Quelques hommes, bons observateurs et mauvais partisans, ont une science bilatérale de ces antagonismes économiques, mais la masse, tant bourgeoise que socialiste, ne les écoute pas, ne les lit pas; et chacun va à son destin, isolément, avec les œillères qui lui donnent le courage et la patience. Les hommes ne sont ouverts qu'à leurs intérêts immédiats; et la philosophie de leur activité journalière, si c'est là une philosophie, est toujours petite.

En ne pensant que dans sa boutique, son usine ou sa corbeille, derrière son grillage de caissier ou devant son tapis vert d'administrateur, chacun de nous élève à la plus grande universalité

son intérêt, comme chaque villageois monte son clocher au-dessus de tous les autres clochers des environs : ainsi s'étagent, s'opposent en deux groupes rivaux les ignorances inéluctables — ou divergences économiques — des deux classes auxquelles l'observateur peut les ramener toutes. Si chaque intérêt est un mystère à lui-même, combien plus grand doit être le mystère des choses qui lui sont étrangères. On s'étonne toujours de la durée des régimes qui survivent aux fautes les plus apparemment mortelles : c'est là que l'on voit, comme en relief, l'effroyable ignorance où nous sommes de nous-mêmes et des autres.

Dans la préface de son *Histoire politique de l'Europe*, M. Seignobos a fait connaître à ses lecteurs ses préférences personnelles pour les avertir du « sens dans lequel il était possible qu'il ait penché malgré ses efforts ». Sage et honnête précaution dont nous voulons faire notre profit, encore que le choix de la matière de ce livre, et le titre, indiquent peut-être suffisamment que, sans intentions combatives, nos préférences vont, historiquement, au syndicalisme : nous dirons donc que nous avons écrit ce livre avec sympathie pour le régime d'égalité et de liberté, basé sur le travail, que les syndicats préparent patiemment depuis la scission qui s'est produite entre producteurs et bénéficiaires de la production. Mais que vaut cette réserve ?

Un auteur, un savant rapportant ses expériences, un observateur, un historien, un sociologue ne peuvent à vrai dire échapper à leurs préférences de philosophe ou de citoyen. On ne doit exiger d'eux, à ce point de vue, que d'avoir voulu être sincères, documentés avec probité. Des circonstances de l'époque vient l'écart qui, plus tard, apparaît énorme, entre cette intention et l'œuvre de l'historien, homme de parti et philosophe, même lorsqu'il observe et décrit avec la volonté d'impassibilité d'un chimiste regardant le bouillonnement d'un mélange au fond d'une cornue. Le chimiste croit ne voir que des corps en fusion ; en réalité une hypothèse bouillonne devant ses yeux ; particulière, elle se relie

à une hypothèse plus étendue, enfin à un système cosmogonique qui, par sa généralité, est moins une explication technique qu'une véritable philosophie, incertaine et tendancieuse. Gœthe disait : « Je puis me promettre d'être sincère, mais non d'être impartial. »

Dans ce livre, préparé, composé et écrit avec cette volonté de sincérité, les faits, les paroles des militants syndicalistes, les articles des statuts syndicaux, les décisions des congrès tiennent la plus grande place. L'action des syndicats touche cependant à des intérêts trop vivement combattus et défendus pour que l'impartialité que nous avons recherchée ait été absolument objective ; et l'on découvrira peut-être assez vite nos sympathies avouées. Découvertes, elles ne fourniront pas, du moins nous l'espérons fermement, de critiques contre notre documentation qui, sans doute incomplète, a été patiemment amassée et étudiée depuis 1903.

Nous avons lu tous les comptes rendus des congrès ouvriers à partir de 1865, ceux de l'Internationale, ceux de la Paix et de la C. G. T. (qui date de 1895), quelques centaines de comptes rendus de congrès de Fédérations de métiers, enfin les comptes rendus des congrès socialistes ; nous avons résumé et méthodiquement classé les statuts de cent vingt et un Syndicats, de trente-deux Bourses et de vingt-sept Fédérations ; nous avons dépouillé attentivement la *Voix du Peuple*, depuis sa fondation (1901), l'éphémère *Action directe* (1908), la *Petite République*, l'*Humanité*, la *Bataille syndicaliste* (dont le premier n° parut le 27 avril 1911), le *Mouvement socialiste*, la *Vie ouvrière*, quelques centaines de brochures syndicalistes parues depuis vingt ans, sans omettre des publications plus importantes, telles que les *Souvenirs d'un révolutionnaire*, du communex Lefrançais (1902), et le *Mémoire de la Fédération jurassienne* (1873), de James Guillaume, l'historien de l'Internationale des travailleurs, l'ami et le collaborateur de Bakounine, enfin l'*Histoire des Bourses du travail*, par Fernand Pelloutier (1902).

Ces documents, nous avons essayé de les vivifier et de les contrôler par des observations personnelles, dans les milieux ouvriers ou par des correspondances avec quelques militants de la Confédération générale du Travail, notamment les citoyens Coupat, Griffuelhes, Merma, Merrheim, P. Monatte, Niel, Pouget, Tabard, — parmi lesquels nous tenons à réserver une mention particulière aux citoyens Griffuelhes, ancien secrétaire général de la C. G. T., et Merrheim, l'un des secrétaires de la Fédération des métaux qui, avec l'obligeance la plus éclairée, ont vérifié nos observations et complété notre collection de documents et de journaux corporatifs. Aux uns et aux autres nous ne saurions témoigner trop de reconnaissance car, sans leur aide, nous nous serions heurté à d'insurmontables difficultés, tirées autant de la défiance qu'inspire aux ouvriers tout homme étranger à leurs milieux que de l'absence d'archives complètes dans les bureaux des Fédérations, Bourses et Syndicats.

Ecrit par un juriste, ce livre n'est pas une histoire du mouvement ouvrier : il ne faut donc pas y chercher des renseignements complets sur l'évolution syndicale. L'histoire de cette évolution a été faite déjà, plusieurs fois, à un point de vue général et interprofessionnel, par M<sup>lle</sup> Kritsky, par Léon Blum, Hubert Lagardelle, Paul-Louis, Georges Renard, au point de vue professionnel par J. Barberet dans ses monographies de métiers, déjà anciennes, par L. et M. Bonneff, les auteurs de la *Vie tragique des Travailleurs*, enfin et surtout par l'Office du Travail (1). Il n'y avait pas lieu de reprendre ces travaux. Nous

(1) J. BARBERET, *Le mouvement ouvrier à Paris de 1870 à 1873* (1873, *Monographies professionnelles* (7 vol. 1886-1890), MERMEIX, *La France socialiste* (1886); *Les associations professionnelles* (Publications de l'Office du travail (4 vol. 1894-1899); LÉON BLUM, *les Congrès ouvriers et socialistes français* (2 vol. 1901); H. LAGARDELLE, *L'évolution des syndicats ouvriers de France* (1901); PAUL-LOUIS, *Histoire du mouvement syndical en France* (2<sup>e</sup> éd., 1911); DANIEL HALÉVY, *Essai sur le mouvement ouvrier en France* (1901); GEORGES RENARD, *La République de 1848* (coll. de l'Histoire Socialiste dirigée par J. JAURÈS, s. d.); ALBERT THOMAS, *le Second Empire* (même collection, s. d.); TCHERNOFF, *Le Parti républicain au Coup d'Etat et sous le second Em-*

avons voulu tenter l'œuvre nouvelle d'une systématisation de la pratique syndicale actuelle, qui s'est développée librement, en dehors de la loi. Toutefois chaque chapitre de ce répertoire du droit prolétarien est précédé d'une note historique dont l'objet est de situer dans le temps les règles et les institutions ouvrières. Il s'en dégagera l'impression qu'elles sont toutes anciennes.

Il y a quelques années, au temps où les sociologues cherchaient leurs principes, leur méthode et leurs comparaisons dans les sciences naturelles, nous aurions écrit, pour bien faire comprendre ce dessein, que notre livre était un essai tout à la fois d'embryogénie et de morphologie sociales. Aujourd'hui, loin des anciennes disciplines, nous dirons simplement que nous avons tenté une explication descriptive de la coutume ouvrière, selon la méthode générale proposée par la nouvelle sociologie qui s'est mise à l'école de l'histoire.

Si ces explications peuvent avoir quelque valeur, une faible valeur, nous ne devons pas nous dissimuler qu'elles n'en auront guère que pour les adversaires de la coutume syndicale. Elles ne peuvent toucher, elles toucheront peu les ouvriers syndiqués et fédérés : parce qu'il vit en dehors de la solidarité née de l'usine, tout auteur bourgeois leur est suspect. Aurons-nous su prévenir cette suspicion ? Tout l'effort de ce livre tend à ce mérite. Nous n'ignorons pas qu'un écrivain ne pourrait l'éviter que dans la mesure, difficile à circonscrire, où, selon le mot de Karl Marx et Engels, il est un de ces « idéologues bourgeois qui se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique du mouvement historique » du prolétariat (1). Entre cette pleine intelligence et l'intelligence partielle, il est vrai qu'il y a une échelle aux nombreux degrés.

*pire* (1906) ; KRITSKY, *L'évolution du syndicalisme en France* (1908) ; J. GUILLAUME, *L'Internationale* (4 vol. 1905-1910) ; GEORGES RENARD, *Syndicats, trade-unions et corporations*, (1909) ; MAXIME LEROY, *Syndicats et services publics* (1909) ; TCHERNOFF, *Histoire des sociétés secrètes* ; L. et M. BONNEFF, *La vie tragique des travailleurs* (5<sup>e</sup> éd. 1911), *La classe ouvrière* (1911) ; GEORGES et HUBERT BOURCIN, *Le socialisme français de 1789 à 1848* (1912).

(1) *Manifeste communiste* (trad. Andler, t. I, p. 37.

Humainement, peut-on refuser sa sympathie à des hommes qui luttent pour leur liberté, leur dignité, agissent et pensent contre leurs intérêts immédiats, toujours puissants sur l'esprit, pour renouveler la civilisation par les règles de leur travail de plus en plus techniques, solidaires, égalitaires (1) ? « Le syndicalisme est une des plus grandes révolutions morales que le monde ait eu à enregistrer ; il a indéfiniment étendu les notions d'égalité, de fraternité, de solidarité ; il porte en lui les conclusions nécessaires de l'ordre nouveau que le machinisme, les outils perfectionnés en industrie et en agriculture ont introduites dans les modes de production (2). »

Aucun observateur ne peut rester insensible devant ces efforts, car à un moment donné il est obligé de se rendre compte de leur véritable caractère qui n'est qu'au premier abord désordonné et violent : il voit bientôt l'ordre qui naît, « l'ordre merveilleux », écrivait Pelloutier (3), « la merveilleuse organisation ouvrière », a dit dans une conférence publique de « défense sociale » M. Villemain, président de la Fédération nationale (patronale) du bâtiment (4).

On suit dans les plus obscurs syndicats l'action de dévouements anonymes, conscients d'eux-mêmes, sur le modèle de Pelloutier, « un noble esprit », a écrit le professeur Duguit, sur celui de Pérault, secrétaire du Syndicat des terrassiers de Paris qui, s'égalant aux plus purs héros de nos légendes civiques, mourut à la tâche, victime volontaire de son abnégation (5). Peu à peu on note tout ce qui donne à la lutte syndicale la plus haute valeur morale. Tous ces êtres qui veulent savoir, comprendre,

(1) L'Internationale, écrivait A. Richard, est « réellement un mouvement inhérent à notre société et une condition de la civilisation ». (*L'association internationale des travailleurs* (1870), p. 24).

(2) PAUL HORTALA (Président du syndicat agricole de Cannes-Minervois), *Le Paysan*, n° 3 (1905).

(3) F. PELLOUTIER, *Les syndicats en France* (1897), p. 1.

(4) *Le Temps* (*Un meeting de défense sociale*), n° du 17 novembre 1910.

(5) V. sa biographie et le récit de ses obsèques (25.000 hommes suivirent son convoi) dans la *Voix du Peuple*, 1908, n° 392.

vivre librement, travailler utilement, on ne peut ignorer leur vertu modeste. La vie est là, émouvante (1). Elle s'impose. Le livre de M. de Rousiers sur les Syndicats anglais (2) montre tout ce qu'ont gagné en clairvoyance et en hauteur des observations que l'auteur et ses collaborateurs n'ont pas cherché à isoler complètement de leur sensibilité d'honnête homme, d'homme (3).

Impersonnaliser à outrance les observations est un défaut non moins grave que de leur donner une forme lyrique : des chiffres symbolisent la vie, sans doute, mais ne la rendent pas. L'écrivain social doit aimer sa matière et ne point s'en cacher ; il doit s'efforcer de préserver de tout dessèchement ces sentiments humains qui seuls, croyons-nous, lui suggéreront les explications les plus complètes et partant le préserveront du dénigrement ; et au fond, l'éloge est plus intelligent que le pamphlet. Trouver la nécessité des choses, voilà le but de tout historien : ce n'est pas l'antipathie pour le syndicalisme qui fera trouver cette nécessité dans une matière aussi neuve.

L'impartialité et l'objectivité demandées aux observateurs et écrivains sociaux doivent être entendues raisonnablement, sous le bénéfice de ces diverses observations. D'une part, un homme n'échappe pas aux suggestions de son milieu, et, d'autre part, la meilleure condition pour écrire une histoire suffisamment impartiale de ce milieu, pour relever des observations désintéressées sur ce milieu, c'est encore une large sympathie, car elle seule nous inspirera le ferme et sincère désir d'*expliquer* les choses les plus obscures au premier abord, de ne dénigrer jamais. *Expliquer* implique des retours sur soi-même, quelque oubli de ses préférences,

(1) V. le discours de Nicolet au IV<sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Bâtiment (1912) où est exaltée la beauté des vertus professionnelles (*Humanité*, n° du 10 avril 1912).

(2) *Le trade-unionisme en Angleterre* (1897).

(3) Sur les difficultés de la propagande ouvrière, v. la description du « système des fiches patronales » en usage dans la métallurgie en Allemagne, *Compte rendu du Congrès international des ouvriers métallurgistes*, Amsterdam, 1904, p. 35 ; et dans l'épicerie en France, *Bulletin de l'Office du travail*, n° octobre 1908, p. 988.

la patience sur son sujet. La Bruyère l'a déjà dit : M. Seignobos a heureusement complété la plus célèbre maxime de ce misanthrope en rappelant à l'historien que son impassibilité a pour limite son temps.

\*  
\* \*

Les œuvres ouvrières, livres, journaux ou associations, paraissent dénués de cet ordre que nous cherchons, que nous aimons ; elles manquent de cette régularité dont nous avons fait la beauté classique, de cette logique abstraite qui nous semble se confondre avec la civilisation elle-même. Les journaux des ouvriers sont quelquefois pleins de grossièreté ; ils n'ont ni nuance, ni finesse, pas plus de grâce que de vertèbres ; tout y semble désordre ; tout y est souvent déplorablement concret, simple, d'une nature à gros grain, lourde comme les mains calleuses. A ce spectacle, une question vient invinciblement à l'esprit : les faits méritent-ils de retenir notre attention ? « Est-ce que vraiment l'organisme impitoyable où ces gens sautent devant le feu, hurlent parmi des engrenages, expirent dans les ténèbres de la houille, est-ce que cet organisme répond à la beauté de l'intelligence, aux subtilités du savant, aux rêves exquis des artistes ? » J.-H. Rosny a répondu affirmativement : « les simplistes s'étonnent des souffrances endurées, des sentimentalités, des mysticités, des superstitions, de ces mille servitudes des plèbes. Ils n'entrevoient pas que ces choses répondent de la complexité et de l'harmonie sociale (1). » C'est par l'extérieur, par les parties de notre être qui sont en contact immédiat avec le milieu, que nous viennent les occasions, les motifs de renouvellement — par la peau. « Notre peau, continue l'auteur de la *Charpente*, est une plèbe par rapport aux organes sous-jacents, bourgeois et aristocrates ; car notre peau s'expose aux intempéries, aux blessures, à l'usure d'un excès de travail. Et notre peau est, comme le peuple, un véritable cerveau extérieur en contact avec le vaste univers.

(1) *La Charpente*, 1900. V. tout le Chapitre : *la peau*, p. 290.

Comme le peuple encore, elle est la source des transformations... La plèbe apparaît cette partie exposée, audacieuse, créatrice... »

La vie a débuté simplement et se développe encore gauchement dans les Syndicats, où nous ne trouvons guère de préoccupations esthétiques et littéraires. Leurs membres ne songent qu'à des mouvements de force, à des élévations de salaire, à des diminutions de temps de travail. Sans doute, et quelques-uns penseront que ce sont là des faits bien subalternes : ce seront des simplistes, comme a dit Rosny. Les négociants qui ont fixé, dès le XI<sup>e</sup> siècle, le droit municipal d'où est issu le droit constitutionnel moderne, avaient-ils des préoccupations plus désintéressées au moment où ils se constituaient en Tiers-Etats ; étaient-ils moins brutaux que nos « chasseurs de renards », ces bourgeois de Laon dont la foi n'arrêtait pas les bras homicides levés sur la tête de leur évêque ? Soyons assurés que les communiers pensaient moins à l'art et à la philosophie qu'à leur commerce, aux murailles des villes qu'il fallait construire assez fortes pour résister aux entreprises des brigands et des barons féodaux ; et nul n'ignore comment ils savaient manier la violence. Quant aux fabliaux, ils nous initient à une vie bourgeoise fort grossière et sensuelle qui ne s'est affinée, dans une certaine mesure, que par la suite, avec la relative paix militaire intérieure et l'enrichissement. La chronique des tribunaux, certains romans nous apprennent la persistance de ces violences et de ces grossièretés jusque dans notre temps, chez les fils de ces rudes communiers.

Ce que l'on appelle l'ordre et la régularité ne sont jamais que le fruit d'une longue tradition, et ils n'apparaissent guère qu'à la veille du moment où la force créatrice des artistes ou des penseurs tend déjà à diminuer. D'abord spontanée et grossière, la vie (et ses manifestations artistiques) ne se fixe en règles, en canons, qu'après la publication des œuvres ; sous la direction de ces canons, désormais se répèteront, plus ou moins semblables, les premières œuvres ; et nous aurons des copies aimables et spirituelles, mais sans force et sans profonde originalité. Alors,

éduqué par tant d'œuvres semblables, le lecteur gagne le goût, c'est-à-dire un sens qui ne lui donne de joie cérébrale que pour le déjà vu, le convenable, pour les formes qui flattent l'habitude de ses yeux et de son esprit. Si nous pénétrons dans les Syndicats, pour trouver leur philosophie, n'oublions pas que la plupart des initiateurs en art ont été dénoncés comme dénués de goût par la plume des critiques contemporains ; et il est vrai qu'ils en manquaient, puisque leur œuvre a tendu précisément à apporter de nouvelles façons de voir et de sentir. Ils ont été initiateurs dans la mesure où ils ont vexé le goût commun. Ne se rappelle-t-on pas que Flaubert fut considéré à ses débuts, par la presque unanimité de l'opinion, comme un écrivain tout à fait grossier, pornographique, tout rempli de solécismes et sans délicatesse ; et combien de temps fallut-il à Wagner pour vaincre l'hostilité que valaient à ses admirables drames leurs sonorités puissantes, dépourvues de mélodies traditionnelles ? Sans efforts, aucune œuvre nouvelle ne peut être comprise ; et ce sera toujours un signe d'inintelligence de critiquer une secte, une philosophie, un roman, rien qu'avec les règles du bon goût.

A l'observateur de faire passer sa perspicacité avant sa délicatesse, de se raidir contre son goût, c'est-à-dire contre une sensibilité éduquée au point de ne pouvoir plus réagir contre la voix du passé.

Il faut donc oublier nos habitudes de lettrés et d'hommes trop policés, si nous voulons comprendre la beauté et la moralité sauvages et brutales, neuves, des efforts syndicalistes. Le monde se renouvelle par eux, nous ignorons dans quelle mesure, selon les procédés simples et rudes, que l'on retrouve à l'origine de tous les mouvements politiques, esthétiques ou doctrinaux ; et ce n'est qu'avec le temps que nous verrons se former des traditions nécessaires à l'établissement d'un équilibre, sans doute instable, mais harmonieux dans ses grandes lignes et spontanément visible pour tous les yeux.

Si, dans son ensemble, par son action et son importance, le

mouvement syndicaliste provoque la curiosité et appelle la sympathie, un observateur désintéressé ne peut ni ne doit cependant passer sous silence ce qui peut le choquer au point de vue syndicaliste même. Il ne doit pas taire que certains militants apportent dans les luttes ouvrières soit du dilettantisme intellectuel, soit les passions démagogiques, les bas sentiments qu'ils reprochent trop facilement aux « politiciens » : ils sont bruyants, menaçants et craints parmi la majorité des militants honnêtes, modestes et perspicaces. Les journaux nous apprennent les propos de ces hommes aigris (1) et de ces mécontents contre leurs camarades, révolutionnaires comme eux, mais plus réfléchis et plus sincères : ce sont les dénonciateurs. Les républicains les ont connus : jadis ils ont essayé de flétrir Blanqui ; la Commune les a revus. Le syndicalisme ne leur échappe pas. Ce sont eux, ces mêmes hommes qui, forçant sur la capacité ouvrière, impatients de jouer un rôle, entraînèrent à la mort et à la défaite de Draveil, en 1908, les syndiqués désireux de manifester contre le gouvernement, à la suite de la mort des grévistes Geobelina et Lefol. Ils se firent les complices d'agents provocateurs (2), négligeant l'avis sage et motivé de Griffuelhes, le secrétaire confédéral (3). Incapables et mécontents : la colère populaire se retourne contre eux après la défaite, et les appelle des traîtres, à la façon des juristes qui assimilent la faute lourde au dol, à la tromperie, à la fraude — mais trop tard ; de trois ou quatre maximes de Stirner ou de Nietzsche, ces mécontents ont fait leur *Prince* ; et ils pensent basement avec quelques bourgeois démagogues.

Il faut tout redouter de ces hommes (les « ténors du syndicalisme », comme a dit Yvetot) qui s'imposent à un prolétariat en-

1) V. l'article de Le Guéry, dans *l'Humanité*, n° du 4 novembre 1908 (*Reflexions*).

(2) V. le compte rendu du procès Métivier-Dudragne-Bled devant les assises de la Seine (*Bataille synd.* et *Humanité*, n° du 8 octobre 1911).

(3) *Compte rendu du Congrès confédéral de Marseille* (1908), p. 34 (Luquet). Cf. les paroles de Bourderon (p. 47), de Merrheim (p. 48), de Latapie (p. 50).

core insuffisamment maître de lui, et craindre que par leurs excès démagogiques ils n'acculent les Syndicats à une autre répression communaliste. On oublie facilement que l'essor magnifique des Syndicats à la fin du second Empire n'a pas résisté à quelques jours de fusillade, que la répression versaillaise fit disparaître des milliers d'hommes jeunes, actifs parmi les meilleurs, et arrêta le mouvement syndicaliste et socialiste pendant trente ans.

Il y a une opinion publique, un état de fait que les militants ne peuvent ni ne doivent négliger, car cette opinion publique est, en attendant l'ordre nouveau, la voix de la civilisation. Tant qu'elle ne sera pas expropriée, la bourgeoisie représentera la supériorité sociale, évidente encore sous l'égoïsme et la brutalité. Ce qui est impardonnable de la part de ceux qui peuvent se faire écouter dans les Syndicats, c'est de laisser dire que tout est permis contre l'ennemi de classe, que toute violence est bonne du moment qu'elle est prolétarienne, que tout acte est respectable du moment qu'il est de main de syndiqué. La fraude du simulateur de l'accident du travail, le vulgaire cambriolage de l'anarchiste, le sabotage sournois doivent être dénoncés par le Syndicat, car il est trop certain que l'on n'est point un honnête homme au Syndicat si l'on est un malhonnête homme au dehors. La nature humaine ne se prête guère à ces oppositions qui nous ont déjà valu les tartufferies sur l'homme public et l'homme privé qui pourraient s'ignorer l'un l'autre. Deux ou trois théoriciens ont flétri le sabotage : voix qui n'ont guère eu d'écho. « Il faut ce que j'appellerai une foi juridique, disait Proudhon dans le prologue de la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Cette foi juridique n'a rien de commun avec la chicane et la procédure : c'est le respect, c'est la confiance que les hommes, tous les hommes, doivent se témoigner mutuellement, parce que sans elle il ne peut exister de société » (1).

(1) Tome I, *prologue*, p. 6 (éd. 1858). Dans ce sens v. l'article de Péricat  
Maxime Leroy

Est-ce une bonne méthode de discréditer à fond ses adversaires de classe, de nourrir et d'exaspérer contre eux une haine sans merci en les dénonçant sans cesse comme d'impitoyables et forcenés malfaiteurs ? La bourgeoisie dans son ensemble ne mériterait-elle que le mépris et ne serait-elle que criminelle ?

Il semble certain que la nature et le caractère que nous prêtons à nos adversaires modèlent en une certaine mesure nos procédés de lutte ; plus ils nous semblent hauts et dignes d'estime, plus nous nous sentons portés, comme d'instinct, au moins les meilleurs d'entre nous, à ne les frapper qu'avec loyauté et modération ? La dignité de l'adversaire commande à notre bras. Est-ce que l'on n'a pas vu deux ennemis se grandir mutuellement parce qu'ils s'estimèrent ? On peut donc dire du contradicteur que plus il est estimable, moins il nous inspire facilement de bas moyens, tandis que nous nous croyons assez spontanément tout permis contre des adversaires méprisables. Les campagnes et les administrations coloniales ont montré jusqu'à quelle cruelle réalité se vérifiait cette loi des luttes.

Si à la classe ouvrière on apprend sans nuances que tous les bourgeois sont des exploiters à la façon des nationalistes qui prétendent que les « Prussiens » sont tous des êtres sans foi ni loi, il faut craindre qu'on ne favorise les penchants humains, déjà suffisamment spontanés, de la brutalité, de la grossièreté et surtout de l'envie dont la nature est servile. De haines exacerbées par la plus furieuse des démagogies que faut-il espérer en faveur de la civilisation supérieure qui, nous le croyons avec la plus ferme confiance, se prépare dans les libres et autonomes communes de métiers fédérées ? Ces haines au ton envieux conviennent-elles aux « producteurs », aux êtres « conscients » qui prétendent n'attendre leur libération ni de leur colère, ni de leur poing, mais de leur science, de leur supériorité morale, de leur capacité technique ? (1)

(secrétaire de la Féd. du Bâtiment), *Notre Syndicalisme*, dans la *Bataille syndicaliste* du 12 octobre 1911.

(1) « Se libérant de la justice (de l'Etat), le travail se libère de la violence.

Les « surenchères », quelque déplaisantes qu'elles soient, il est cependant vrai qu'elles ont un rôle utile dans l'évolution ; elles accélèrent l'allure du mouvement ; et les moyennes d'action et de programme seront d'autant plus « à gauche » qu'elles auront été elles-mêmes exagérées. Ces hommes de gauche, syndicalistes et socialistes, dont chaque article, chaque discours, est une violence, un acte de haine, une dénonciation de modérantisme (1), ces hommes brouillons (honnêtes, sans doute, dans le privé) attaquent la société bourgeoise, sans tenir compte des « contingences » méprisables, tels des nationalistes excitant le peuple contre l'Etranger, sans calculer la disproportion des forces. Ils seront utiles à la classe ouvrière tant qu'elle sera faible et incertaine : ce sont les contre-mâîtres de la révolution (2). Rochefort fut longtemps le grand titulaire de cet emploi sans dignité.

De même qu'il ne travaille que sous la férule de son surveillant, l'ouvrier a encore besoin d'une démagogie pour l'entraîner à lutter pour son intérêt ; il lui faut un exciteur extérieur à son intérêt professionnel, à son intérêt de classe. Une férule le fait marcher vers son affranchissement. Le militant a peur du démagogue qui le menace, et la peur le fait forcer sur sa capacité révolutionnaire, comme à l'atelier l'ouvrier travaillant aux pièces force sur sa capacité musculaire. Utile, le démagogue est donc, par les conditions et les formes mêmes de son utilité, un ennemi et un ami, mi-ouvrier, mi-patronal, qui ne peut disparaître, avec l'alcool, le contre-mâitre et tous les agents de l'universel sweating-system, qu'avec le développement de la conscience de classe, avec l'esprit critique, le sens de la solidarité. Il sera résorbé par les groupements syndicaux délibérant librement

Triomphe de la force contre la violence. » EMM. LÉVY, *Capital et Travail*, (1909), p. 27. Cf. EMM. LÉVY, *Le lien juridique*, 1911, Extrait de la *Revue de métaphysique et de morale*, p. 6, note 2.

(1) Cf. *Une lettre de Bruchère* dans l'*Humanité*, n° du 1<sup>er</sup> novembre 1908, en réponse à une *Rectification* de Ferdinand Faure, parue la veille dans ce journal.

(2) E. SOFFROY, *Les meneurs* (*Voix du Peuple*, 1910, n° 520).

dans leur autonomie corporative étendue par les diverses fédérations ou unions au delà du cadre trade-unioniste ; et ne disparaît-il pas déjà dans les conseils ouvriers ? Il est dénoncé par Griffuelhes, Merrheim, Luquet, par l'élite ouvrière, comme rebelle aux principes et aux institutions socialistes. Les interviews et les articles de ces militants ont une importance capitale, parce qu'ils accentuent, là où des controverses le dissimulaient, le caractère de l'autonomie professionnelle du prolétariat qui cherche en lui-même, dans les conditions de sa vie laborieuse de producteur, les règles de son action, de sa morale, de son organisation. En rejetant la démagogie, le prolétariat affirme progressivement sa qualité de producteur, et, se repliant en lui-même, il trouve dans le Syndicat une force qui n'a pas besoin d'excitant étranger, comme, dans la commandite égalitaire, disparaît le surveillant résorbé dans la collectivité de l'atelier, maîtresse d'elle-même.

Ce n'est pas la violence que nous incriminons : la vie enseigne qu'elle est à certaines heures indispensable, inéluctable ; mais certaines excitations de militants traitant les syndiqués comme une plèbe, cherchant à les rendre furieux aux cris de « Mort aux riches ! », leur conseillant le pillage, comme si toute plèbe ne retournerait pas ensuite à sa servitude, parce que ce n'est pas l'unique violence qui l'en délivrera. Marx, en formulant la doctrine de la lutte de classes, en dénonçant la bourgeoisie, a appris aux ouvriers, en même temps, le grand rôle historique de leurs maîtres ; et en montrant ce rôle ne leur a-t-il pas donné les plus sérieuses raisons d'action, les raisons d'une plus énergique et décisive lutte de classe ?

Toute bassesse a tendance à se retourner contre son auteur, quelles que soient les excuses fournies par les circonstances et les préjugés : le mépris de certains coloniaux pour le nègre se retourne contre eux en les rendant cruels et sadiques, inaptes au raisonnement, et en faisant choir leur dignité au niveau de celle des malheureux qu'ils disent leurs inférieurs. En

combattant la bourgeoisie comme si elle n'était qu'une bande de criminels, les ouvriers syndiqués tariraient, croyons-nous, toute source de dignité personnelle, parce qu'ils prendraient, malgré eux, toutes les habitudes dénoncées par eux ; et cela en vertu même des nécessités que l'expérience nous a montrées. C'est dès maintenant que le syndicalisme doit créer sa morale, et dès maintenant la vivre, comme dès maintenant il applique quelques-unes de ses règles juridiques et constitutionnelles. Proudhon fut très préoccupé des mœurs ouvrières. A juste titre, car elles seules donnent leur portée révolutionnaire aux décisions des Congrès ; révolutionnaire, c'est-à-dire supérieure.

Certes, nous pouvons craindre que les Syndicats ne servent qu'à tirer d'affaire et à mettre hors de pair quelques ouvriers intelligents, ambitieux et peu scrupuleux ; nous pouvons craindre enfin l'asservissement du grand nombre à ces quelques privilégiés. Les hommes n'auraient fait que changer de maîtres. Les utopistes, qui ont nié ce danger, ont toujours basé leurs réformes sur un homme plus parfait que celui qu'ils voyaient.

D'ailleurs l'homme futur sera-t-il vraiment plus parfait que nous ? Est-ce que la liberté économique le rendra nécessairement plus juste ? Les chrétiens, d'abord, espérèrent transformer le monde par la charité et les révolutionnaires, ensuite, par la raison : Jésus a provoqué la théocratie romaine et Rousseau les divers jacobinismes qui nous ont gouvernés sans interruption depuis plus de cent ans. « L'étude sérieuse des intérêts sociaux contradictoires, que nous montre la société capitaliste, amène de pénibles désillusions. On est forcé d'abandonner cette croyance que les exploités jouissent d'un meilleur caractère, de sentiments plus humains, plus sains que leurs exploités » (1).

Nous avons voulu indiquer ces tares trop connues et injustement généralisées. Elles ne méritent pas de retenir trop longtemps l'attention, car ce qui l'emporte, derrière les mouvements de

(1) CORNELISSEN, *En marche vers la société nouvelle* (1900), p. 193.

masse ouvrière, souvent brutaux par nécessité, c'est l'ordre et la probité.

Cette moralité apparaît surtout dans le grand éloignement pour le « verbalisme révolutionnaire » manifesté par les principaux fonctionnaires syndicalistes.

Au sortir d'une inculpation devant les Assises de la Seine, six mois avant le Congrès confédéral de Marseille (1908), le cordonnier Griffuelhes, alors secrétaire confédéral, disait : « Il en est encore parmi nous qui se laissent trop volontiers aller aux violences superflues, et pour qui l'énergie créatrice se résume dans la verneur des mots. Ceux-là réfléchiront, et notre action ne fera que gagner en intensité si elle gagne en prudence » (1). Et il repoussait toute démagogie. Un des successeurs de Griffuelhes, le typographe Niel, a fait observer à peu près à la même époque un tassement vers le « centre » (2), où se rencontreraient des réformistes plus révolutionnaires et des révolutionnaires plus réformistes, les uns devenant moins politiciens, les autres perdant de leur corporatisme trade-unioniste, pour le plus grand profit de l'objet du syndicalisme, qui est de préparer une société basée sur le travail, sur les règles de la production. Latapie, l'un des secrétaires de l'Union fédérale de la métallurgie, a, dans un article de l'*Humanité*, protesté, d'accord avec Merrheim, son collègue, contre la démagogie révolutionnaire de certains journaux, tels la *Guerre sociale* et l'*Action directe* (3), qui menacent le caractère professionnel en même temps que l'autonomie du mouvement syndicaliste, lequel doit être ouvrier. Et quelques jours après cet article, le coiffeur Luquet, secrétaire intérimaire de la C. G. T. (pendant l'incarcération de Griffuelhes, arrêté à la suite de la collision

(1) *Humanité*, n, du 23 fév. 1908 (Interview intitulée : *Vers l'avenir*).

(2) *Humanité*, n° du 20 août 1908 (*Vers le centre*).

(3) Ces deux journaux ont été fondés par des socialistes unifiés, des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes : organes dits de « concentration révolutionnaire ».

entre ouvriers et soldats à Villeneuve-Saint-Georges, le 31 juillet 1908), tout en combattant certaines de ces allégations, se ralliait, en somme, à ce point de vue, puisqu'il affirmait que la C. G. T. était dégagée de toute ingérence politicienne, et, particulièrement, indépendante de la *Guerre sociale*. Le « grand organisme ouvrier », il le montrait « dédaigneux des sonorités du verbe, des appels et des conseils extérieurs autant qu'adversaire des manifestations stériles » (1).

Ainsi voit-on éclore et grandir le sentiment de l'honneur prolétarien.

---

(4) *Humanité*, n° du 23 octobre 1908.



## INTRODUCTION

### Le droit prolétarien

Au droit on donne communément pour sources et pour éléments les lois et décrets, la jurisprudence et la coutume judiciaire. Nous proposons de compléter cette liste par certaines pratiques sociales, notamment les statuts des organisations ouvrières, l'ensemble des règles écrites ou verbales qui réglementent la vie, la sociabilité prolétariennes.

Nous disons prolétarien. Nous aurions pu dire : ouvrier. Nous avons choisi le mot prolétarien pour éviter une confusion de sens, les mots : législation ouvrière, droit ouvrier, se rapportant à la réglementation du travail par la voie de l'autorité publique. Ce droit officiel, dont l'origine est parlementaire ou administrative, reste en dehors de notre étude. Il ne sera question dans ce livre que du droit ouvrier spontané, œuvre directe et originale du prolétariat groupé dans ses Fédérations, coutume libre sans caractère judiciaire. Prolétariat signifie aujourd'hui, assez loin de son sens étymologique, l'ensemble des personnes, la « classe » de ceux qui n'ont pour vivre que le produit de leur travail.

Expliquer les statuts des associations ouvrières, article par article, comme autant de lois, confronter les règles d'atelier, les règles de grève, les règles de la coopération entre ouvriers, c'est étudier un système juridique qui n'est que prolétarien. Droit en voie de formation, donc droit déjà partiellement formé et appliqué,

dont l'objet est de régler les relations des membres de ces sociétés entre eux et ceux qui les emploient. Droit méconnu, bien qu'écrit, droit inconnu, bien qu'appliqué.

De ce droit prolétarien, il en est comme du droit bourgeois avant 1789. La bourgeoisie, longtemps avant les ordonnances royales, élaborait empiriquement des règles qui, applicables à ses intérêts distincts, étaient opposées à celles de la féodalité. Pothier fut le grand théoricien de cette coutume. La Révolution la reprit, la transforma en lois, et l'Empire en codes. Les travaux historiques les plus récents ont montré que la Révolution ne fut pas l'application d'une doctrine abstraite, une métaphysique en action, mais la systématisation d'une organisation de fait préexistante. Tocqueville, puis M. Ph. Sagnac en ont fait la preuve (1).

Nous assistons de nos jours à un phénomène analogue. Il est le fait, cette fois encore, de la classe physiquement la plus proche du travail. Naguère, c'était la bourgeoisie, aujourd'hui, ce sont les ouvriers. **En marge du droit civil existe une organisation ouvrière, et une doctrine de cette organisation.** Cette doctrine est connue, c'est le communisme, le collectivisme ; dans sa dernière forme, le syndicalisme. On a étudié cette doctrine, la valeur des Syndicats, leur force de résistance, leur nombre ; on a enregistré leurs défaites, leurs victoires. Ce qui a été laissé de côté, c'est tout ce qui concerne leur vie intérieure, leur vie juridique autonome.

Comment entre-t-on dans un Syndicat, quels sont les organes et le fonctionnement de son administration, ses moyens de coercition, ses moyens d'action ? Quelle procédure précède une grève, quelles conditions sont exigées pour obtenir l'appui syndical, le secours de chômage ou de résistance ? Et, au-dessus du Syndicat, comment fonctionnent la Bourse du travail, la Fédération, et enfin la Confédération générale du travail ? Les réponses à ces

(1) A. DE TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856) ; PH. SAGNAC, *La législation civile de la Révolution française* (1899).

questions forment un code constitutionnel, un code de travail, un code pénal, un code de procédure.

Les juristes ne voudront pas reconnaître le caractère juridique de ces règles, parce qu'elles ne dépendent pas, même indirectement, de l'autorité publique. Très exceptionnellement, ils se sont ralliés à la riche et compréhensive théorie d'Ihering : « Le droit, écrivait l'illustre romaniste, est le travail sans relâche, et non pas seulement le travail de la puissance publique, mais celui de tout le peuple » (1).

Classiquement, notre conception du droit est toute formelle. Au lieu de grouper sous son nom toutes les règles de la vie sociale, on le réduit aux règles ayant un caractère judiciaire, c'est-à-dire s'analysant finalement en une contrainte de l'autorité publique. Tout naturellement, appuyés sur une telle idée, comment les juristes auraient-ils pu jamais penser à chercher dans l'activité proprement ouvrière les règles d'une organisation, d'une véritable obligation ? Les Syndicats connaissent cependant une sanction : elle est dans cette contrainte inexorable, égale à celle du tribunal correctionnel, que quelques uns appellent la tyrannie syndicale. Ainsi un Syndicat contraint, par la pression, un patron à renvoyer un non syndiqué : n'est-ce pas là une contrainte, un cas de cette « contrainte extérieure » qui différencie pour un juriconsulte une règle juridique d'une simple règle morale ? On peut noter ici l'existence d'une exécution privée en la forme de l'exécution étatique. Les institutions ouvrières font office, quoique considérées comme des établissements privés et civils, d'institutions publiques autonomes jouissant de l'*imperium* (2).

Ces règles syndicales se sont formées lentement, péniblement, bien longtemps avant la loi de 1884, qui a légalisé la liberté de se grouper professionnellement : elles remontent à l'Ancien Régime. Malgré la loi Le Chapelier qui a interdit en 1791 toutes les

(1) *Le combat pour le droit* (1872, trad. Meydieu), p. 2.

(2) V. RENÉ DEMOGUE, *Les notions fondamentales du droit privé* (1911), p. 568 et s.

coalitions permanentes « d'intérêts prétendus communs », les ouvriers se sont coalisés, ils se sont groupés malgré la défaite de juin, les dissolutions d'associations ouvrières sous l'Empire, les nouvelles défaites et les déportations de la Commune, malgré la dispersion de l'Internationale par la loi Dufaure. Les premiers codes ouvriers sont nés dans les compagnonnages qui ont traversé la Révolution, indifférents aux interdictions dont quelques-unes, légales, subsistent encore ; ils se sont développés dans les sociétés secrètes, politiques ou économiques, si nombreuses sous les divers régimes qui ont suivi la Révolution, dans les sociétés de secours mutuels ; ils se sont manifestés au cours des grèves, mouvements nécessaires plus forts que la loi et signes des intérêts distincts de la classe ouvrière. Règles abondantes, elles enrichissent puissamment le droit de notre temps. Elles constituent l'organisation de toute la partie prétendument inorganisée de la société.

Le droit perd, lorsqu'il est confronté avec les faits, le caractère abstrait que la théorie aime à lui imposer. Il apparaît alors comme un riche et mobile système de coutumes dont le caractère obligatoire vient, non pas de l'autorité publique, mais de la nécessité où se trouvent les hommes de vivre en commun. La loi promulguée par les Parlements n'a presque jamais de vie propre : à peine est-elle sortie des mains du législateur qu'elle va se fondre dans la coutume comme dans un fleuve que de nombreux affluents alimentent incessamment. On ne voit pas le droit, ensemble de coutumes, se superposer à la société, à l'organisation de la société : il est la société elle-même. Il n'y a pas le droit d'une part, et puis la société. Aussi comprend-on difficilement cette phrase d'un célèbre jurisconsulte : « Le droit a pour but l'organisation de la société, qui sans lui serait anarchique » (1). Du moment qu'il y a une société, il y a nécessairement un droit, un ensemble d'habitudes sociales, de coutumes. Pas de droit sans

(1) G. BAUDRY-LACANTINERIE et M. HOUQUES-FOURCADE. — *Traité théorique et pratique de droit civil. Des personnes*, t. 1<sup>er</sup> (1896), p. 1.

société, pas de société, même anarchique, sans droit : l'histoire en fait foi. Une telle antithèse qui trahit l'ancien conceptualisme livresque a pour effet d'isoler le droit de la pratique, partant de le diminuer : il ne serait plus que la série arbitraire des commandements d'un législateur omniscient et souverain, d'un demiurge maître du chaos social.

L'anarchie, au sens désordre, n'apparaît à aucun moment, car lorsque les textes légaux se taisent, au-dessous d'eux on trouve les copieux usages du commerce et des banques, les usages industriels, les règles prolétariennes, signe d'un ordre de règles indépendant beaucoup plus complexe que les textes législatifs. Est-ce parce que la loi est muette qu'il faut inférer le désordre ? Ceux qui ont écrit que la société post-révolutionnaire était chaotique, anarchique, ont nié ce qu'ils ne voyaient pas, à l'exemple de ceux qui jadis parlaient du désordre de la nature. Au premier aspect les choses apparaissent, à la vérité, brouillées et confuses, mais n'est-ce pas à la science qu'il appartient de trouver l'ordre, (qu'il plaise ou non à notre logique), de le décrire analytiquement, de formuler les lois plus ou moins stables qui constituent cet ordre ?

Il y a déjà un commencement de tradition ouvrière. « L'action de chaque jour se suffit rarement à elle-même : elle a besoin de souvenirs qui la soutiennent et d'espérances qui l'exaltent, en d'autres termes, d'une tradition quelquefois légendaire, d'un idéal, peut-être inaccessible. Il faut à l'homme d'action l'illusion bien-faisante qu'il est comme un anneau dans la chaîne des temps ». Ainsi parle la *Bataille Syndicaliste* (1). La vie ouvrière a son histoire : il y a donc matière à recherches ordonnées, possibilité d'une systématisation juridique.

La politique journalière a masqué l'ancienneté des groupements et des théories du syndicalisme contemporain. Elles remontent toutes à l'Internationale qui, dès la fin de l'Empire,

(1) *Bataille syndicaliste*, n° du 28 mai 1911 (*La Commune*).

puis après la Commune chaque année commémorée, formula, dans les groupements secrets, l'anti-patriotisme, l'action directe, la grève générale révolutionnaire, enfin les règles administratives applicables aux divers groupements. Les syndicalistes de la C. G. T. sont les élèves et les continuateurs des militants de la célèbre association. Brousse a fait remarquer, au VIII<sup>e</sup> Congrès général de l'Internationale (Berne, 1876) que ce sont les « membres des sections secrètes de l'Internationale qui entrèrent dans tous les groupements politiques (socialistes) et y apportèrent leur propagande socialiste-révolutionnaire » (1).

Si l'on suit pas à pas l'histoire des efforts ouvriers, on note les noms des hommes qui, d'un groupement à un autre, ont fait le lien entre des tendances qui ne paraissent que du dehors récentes et étrangères les unes aux autres. Ainsi le marxiste Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, commença par être proudhonien ; le théoricien de l'action directe et du sabotage, E. Pouget, est un élève du communex Digeon et de Louise Michel ; Brousse et Guesde sont d'anciens membres militants de l'Internationale ; Dereuré, qui eut un rôle assez marquant, après la guerre, auprès de Jules Guesde, assura la transition entre l'Internationale, la Commune dont il fut membre et le Parti ouvrier français ; Grifuelhes, le théoricien révolutionnaire qui fut secrétaire général de la C. G. T., a été blanquiste ; l'anarchiste Pelloutier, qui fut secrétaire de la Fédération des Bourses du travail, a été guesdiste ; l'anarchiste Marc Pierrot (2), un des principaux rédacteurs des *Temps nouveaux*, a été allemaniste avant d'être, ceux-là syndicalistes, celui-ci pur anarchiste ; Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T. et son prédécesseur Niel ont été anarchistes, avant de devenir syndicalistes ; Ballivet, le premier critique du parlementarisme dans un des congrès ouvriers de la série actuelle, appartenait à l'Internationale : il avait été délégué au Congrès ouvrier

(1) *Compte rendu du Congrès*, p. 43.

(2) A. DUNOIS, *L'opinion de Pierrot (Bataille syndicaliste, n° du 8 juillet 1911.)*

tenu à Lyon en 1878 par la Fédération française (secrète de l'Internationale, qui avait réuni son précédent Congrès à La Chaux-de-Fonds. Par cette organisation occulte les termes de cette critique du parlementarisme ont ainsi passé de Proudhon, son premier rédacteur, à Guillaume, de Guillaume à Ballivet, enfin de Ballivet aux militants syndicalistes contemporains (1).

L'anarchisme et le syndicalisme ouvriers, nés d'un tronc commun planté par Proudhon et les fondateurs de l'Internationale des travailleurs, ont longtemps mené des destinées contraires et hostiles, malgré leur parallélisme : nous voyons aujourd'hui la communauté de leurs origines. Par l'Internationale, le syndicalisme révolutionnaire de la C. G. T. s'est rattaché, en les mêlant, aux luttes ouvrières de 48 et de l'Empire qui paraissent cependant bien étrangères à son action ; ce sont les guesdistes, si hostiles aux anarchistes et aux syndicalistes, qui ont été, après la Commune, les plus actifs créateurs de syndicats : notamment ils ont créé la Fédération textile, la Fédération maritime, la Fédération des ouvriers mégissiers (2), et c'est à la doctrine collectiviste défendue et répandue par eux que s'est rallié le Congrès confédéral d'Amiens (1906) dans la motion où il réclamait l'autonomie pour l'action syndicale. Enfin ce sont d'autres adversaires des Syndicats, aujourd'hui repentis, les anarchistes, qui réclament l'initiative de l'introduction (en se trompant d'ailleurs en partie) de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme dans les syndicats (3). La chaîne des systèmes, des groupements et des partis se dévide depuis 48 sans qu'un anneau soit rompu.

(1) J. GUILLAUME, *A propos du discours de Ballivet* (*Vie ouvrière*, 1910 n° 19).

(2) ZÉVAËS, *Aperçu historique sur le parti ouvrier français* (1899) p. 79. Cf. ce qu'ont dit G. Hervé et Jaurès au Congrès socialiste de Limoges (1906), *Compte rendu*, p. 159 et s., p. 168 et s.

(3) Dans ce sens M. CORN, *L'« anarchisme ouvrier » est-il nouveau ?* (*Temps nouveaux*, n° 8 février 1903). M. PIERROT, *Le progrès des idées anarchistes* ; G. YVETOT, *L'ouvrier libertaire* (*Libertaire*, n° du 28 janvier 1911.)

Tradition doctrinale, tradition de faits, qui ont été recueillies par les diverses organisations ouvrières, les Syndicats, les Coopératives, le Parti socialiste. Ces groupements, on ne peut les isoler les uns des autres, car, en des points nombreux, ils se confondent, d'abord par leurs origines, comme on vient de le voir, ensuite par leur action quotidienne. En étudiant la vie ouvrière dans les Syndicats il faut, sous peine de tronquer le phénomène prolétarien, penser à ces autres groupements auxquels ils empruntent autant de force qu'ils leur en donnent. C'est avec une plus vaste réalité que la réalité syndicale qu'il faut par conséquent confronter les règles syndicales ; et on doit ajouter que la statistique ne donne qu'une vue partielle de cette réalité ouvrière.

D'après la statistique de l'Office du travail pour 1905, la France comprend 4.625 syndicats ouvriers agglomérant 781.344 membres, sur lesquels 550.000 à 600.000 environ relèvent de la C.G.T. (1). Le chiffre global des salariés, ouvriers, employés, serviteurs à gages étant d'après le recensement de 1901 (2), de 11.408.620, la proportion des syndiqués est donc infime. Pour forcer ce pourcentage on a proposé, notamment M. Maurice Bourguin, de ne pas comprendre dans le chiffre global les femmes et les enfants employés dans les établissements patronaux, ni les travailleurs isolés, ni les personnes exerçant des fonctions domestiques ou libérales ; la proportion monterait alors sensiblement. Les militants syndicalistes faisant appel à tous les salariés, à certaines professions libérales, tels les médecins, à certaines catégories de fonctionnaires, tels les postiers et les instituteurs, il n'y a pas de raison, à notre avis, pour distraire de la statistique tous ces éléments, qui sont théoriquement et pratiquement syndicables (3).

(1) *Compte rendu de la 6<sup>e</sup> conférence internationale des Centres nationaux des syndicats* (1909), p. 5 ; cf. rapport pour 1910, *Bataille syndicaliste*, n° du 9 août 1911 ; *Rapports au Congrès conféd.* de 1912, p. 39.

(2) *Recensement général de la population* (1901), t. IV, p. 178, 307, 602 et 618.

(3) *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, (2<sup>e</sup> éd.), p. 480.

La proportion des grèves qui ont réussi révèle mieux que cette statistique l'importance effective de ces groupes professionnels qui, sauf pour quelques métiers, apparaissent, à tort, comme des oasis perdus dans de vastes déserts de sable ; d'après la statistique de l'Office du travail, il faut noter de janvier à septembre 1912, 429 échecs contre 468 succès ou demi-succès.

Sans vouloir diminuer l'importance des statistiques, il est incontestable que le nombre des syndiqués et des Syndicats ne fournit qu'une indication assez secondaire sur les forces ouvrières organisées : il y a longtemps que l'on a remarqué que l'influence des Syndicats dépasse de beaucoup le nombre de leurs cotisants. Aux moments troublés, en temps de grève, les ouvriers vont aux Syndicats qui prennent alors, élite peu nombreuse par rapport à ces nouveaux venus, hôtes de quelques jours ou de quelque mois, la direction de la lutte : c'est par eux qu'est cristallisée la masse amorphe des salariés.

D'autre part, le mouvement coopératif socialiste français fournit les chiffres suivants, pour 1908 : 290 sociétés adhérentes à la Bourse des coopératives socialistes, avec 93.000 membres : ce nombre est monté en 1909 à 363, à 423 en 1911 (1) ; le chiffre des ventes faites par le Magasin de gros des coopératives s'est élevé, en 1911, à 10.498.112 fr. 50 (2).

L'importance du mouvement ouvrier doit se mesurer non seulement au nombre des Syndicats et des Coopératives, mais encore à celui des groupements socialistes internationaux qui, alliés constitutionnels ou non des groupements professionnels, (et même s'ils sont regardés avec méfiance par ceux-ci), n'en mènent pas moins une action du même ordre et parallèle : c'est le même objet, la

(1) *Humanité*, n° du 3 novembre 1909, *Bataille syndicaliste*, n° du 24 décembre 1911 ; *Compte rendu du VIII<sup>e</sup> Congrès coop.* (1911), p. 99.

(2) *Almanach de la Confédération socialiste pour 1912*, p. 143. Au début de 1910, l'Alliance coopérative internationale comprenait 69 fédérations et 526 sociétés locales ; la vente totale de tous les Magasins de gros, en 1910, s'élevait à plus d'un milliard de francs, soit exactement à 910.751.000 marks (*Bataille Syndicaliste*, n° du 24 décembre 1911.)

Révolution, presque toujours les mêmes hommes, en tout cas le même intérêt prolétarien.

Le parti socialiste international — on pourrait écrire : la nation socialiste — est composé de trente-trois nations — nous allons écrire trente-trois « régions », en reprenant la terminologie de l'Internationale — ; elles ont un centre administratif, le Bureau socialiste international, dont le siège est à Bruxelles. L'Angleterre socialiste peut être évaluée à 80.000 individus ; l'Allemagne à 633.000 dont 63.000 femmes, l'Autriche à 126.000 dont 6.000 femmes, la Hongrie et la Bohême à 230.000, la Suède à 60.000, la Norvège à 26.500 et le Danemark à 47.500, la Belgique à 185.000, l'Italie à 30.000, la France près de 70.000 (1) ; les Etats-Unis à 53.000, la Finlande à 70.000. Quant à la Russie et à l'Espagne, aux Républiques Sud-Américaines, elles n'ont pas de statistiques sûres (2).

A la veille du Congrès international de Copenhague (1910), le Secrétariat socialiste international de Bruxelles a publié cette statistique des voix socialistes obtenues dans chaque pays, lors des élections politiques :

Allemagne. . . . .	3.250.000
France . . . . .	1.100.000
Autriche . . . . .	1.000.000
Etats-Unis. . . . .	600.000
Angleterre . . . . .	500.000
Belgique . . . . .	500.000
Italie . . . . .	339 000
Finlande . . . . .	337.000
Suisse . . . . .	100.000
Danemark. . . . .	99.000
Norvège . . . . .	90 000
Hollande . . . . .	82.000
Suède . . . . .	75.000
	<hr/>
	8.072.000

Il n'a pas communiqué les chiffres concernant la Russie et

(1) V. le tableau communiqué au IX<sup>e</sup> Congrès nat. (1912), *Compte rendu*, pp. 17 et 18.

(2) GASTON LÉVY, *Le Congrès de Copenhague, Grande Revue*, n<sup>o</sup> du 10 novembre 1910).

l'Australie. En Espagne, Pablo Iglésias a obtenu, à Madrid seulement, 40.000 voix. Les suffrages réunis aux élections, en Serbie, s'élèvent à 30.000, à 3.000 en Bulgarie et à 5.000 en Argentine. Au Japon, en Roumanie, dans d'autres pays existent de jeunes mouvements socialistes.

*L'Humanité*, qui a publié ces renseignements, a ajouté ce commentaire : « A côté de cela le droit de vote est limité, soit par la loi, soit à cause de la pression des gouvernements, dans plusieurs pays, comme la Hollande, l'Espagne, la Hongrie, l'Italie et l'Angleterre.

« Pour cette raison, on ne dépasse pas le vrai chiffre quand on fixe le total des voix socialistes dans le monde entier à dix millions.

« Si on compte en plus les femmes et tous ceux qui, par les systèmes de vote actuellement en vigueur, sont privés du droit de suffrage, on peut évaluer le nombre des socialistes de tous les pays civilisés à 25 millions de personnes » (1).

Ces diverses statistiques, difficiles à contrôler, mais qu'il faut tenir, en gros, pour vraies, cotent le droit prolétarien. Il ne s'agit donc pas du droit d'une secte, mais du droit d'une collectivité égale ou supérieure en importance numérique à quelques États de l'Europe.

De ces divers chiffres, il faut retenir celui qui concerne les voix socialistes aux élections : il est le plus élevé. En pensant aux rivalités qui, particulièrement en France, séparent syndicalistes et socialistes, on lui dénierait peut-être toute valeur d'ordre syndical : ce serait, croyons-nous, à tort. Ces voix électorales expriment, en effet, à son maximum numérique l'état de classe prolétarien que les Syndicats ont précisément pour objet d'organiser à sa source : le travail. Tout électeur socialiste est sympathique (à des degrés divers, il n'importe) à cette organisation : lui aussi rêve d'une rénovation d'ensemble, et, de fait, en tous les pays, nous voyons se développer parallèlement l'action politique électorale et

(1) *Humanité*, n° du 4 août 1910.

l'action professionnelle, celle-ci n'étant moins riche en personnes que parce qu'elle exige des cotisations d'un rendement moins immédiat.

Si l'on ne veut s'en tenir qu'au syndicalisme pur, on rapprochera du syndicalisme français les syndicalismes étrangers, qu'ils s'appuient ou non sur les mêmes principes que lui. Mais disons de suite que parallèle au syndicalisme plus ou moins neutre, plus ou moins socialiste, il existe un syndicalisme révolutionnaire déjà important en Allemagne et en Italie; esquissé en Angleterre, qui n'a pas oublié les traditions du chartisme, en Espagne, aux Etats-Unis, en Argentine : là il est, comme en France, théoricien de l'action directe, de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme(1); enfin, embryonnaire dans les autres pays. Ces syndicalismes révolutionnaires purs ou socialistes diffèrent entre eux, sans doute, mais ils sont tout de même assez semblables les uns aux autres pour tenir des conférences communes, pour cotiser à un même centre : le phénomène syndicaliste n'est donc pas notre exclusivement, même dans la forme la plus révolutionnaire. Sa nationalité commence à devenir indistincte : il y a un phénomène syndicaliste mondial qui s'étend et cherche à joindre ses membres épars en une Fédération internationale. Voilà ce qui donne à notre syndicalisme toute son importance.

Historique, le syndicalisme a depuis longtemps dépassé cette phase doctrinale que marquait naguère l'émiettement dans tous

(1) R. L. *L'antipatriotisme en Angleterre* (*Vie ouvrière*, 1910, n° 22); R. L. *Les progrès du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis* (eod. loc. n° 22). Cf. *La propagande syndicaliste révolutionnaire dans les Unions Syndicales Américaines* (*Voix du Peuple*, 1910, n° 507); *Croissance du mouvement syndicaliste révolutionnaire aux Etats-Unis* (*Voix du Peuple*, 1911, n° 537); Allemagne. *Le mouvement syndicaliste révolutionnaire* (*Voix du Peuple*, 1911, n° 539); *Le mouvement syndicaliste révolutionnaire de Hollande* (eod. loc.); *La persécution des Syndicats révolutionnaires de Bohême* (eod. loc.); ROBERTO FOA, *La Confédération du travail en Italie* (*Revue socialiste*, n° du 15 février 1910); DEUTSCH, *L'antimilitarisme en Allemagne* (*Documents du progrès*, n° Oct. 1909); A. GIROT, *La Conférence de Manchester* (*Vie ouvrière*, 1911, n° 31); J. B., *La C. G. T. espagnole* (eod. loc.), etc.

les pays des forces ouvrières en sectes et écoles rivales, riches en contrastes, pauvres en personnel : d'après le rapport du secrétaire international des Centres nationaux de Syndicats il y avait, au moment de la sixième conférence, en 1909, 14.246.000 syndiqués appartenant à vingt nations affiliées au Secrétariat international (1). En 1911, le Secrétariat international des Centrales publiait cette statistique comparative pour 1909 et 1910 : en 1910, sur 9.808.927 syndiqués, 6.212.406 étaient affiliés.

	Année 1910	Année 1909
Allemagne. . . . .	2.688.144	2.447.578
Angleterre. . . . .	2.347.461	2.406.746
Etat-Unis . . . . .	1.710.433	1.710.433
France . . . . .	977.350	977.350
Italie. . . . .	783.538	783.538
Autriche . . . . .	451.232	445.401
Pays-Bas . . . . .	143.850	145.000
Belgique . . . . .	138.928	138.928
Danemark. . . . .	123.864	121.295
Suède . . . . .	121.180	148.649
Suisse . . . . .	93.797	112.613
Hongrie . . . . .	86.778	85.266
Norvège . . . . .	47.453	44.223
Espagne . . . . .	40.984	40.984
Finlande . . . . .	24.928	24.928
Roumanie . . . . .	8.515	8.515
Serbie . . . . .	7.418	4.462
Croatie. . . . .	6.805	4.361
Bosnie-Herzégovine (2) . . . . .	6.269	4.470

Le mouvement français ne peut être examiné, tout au moins évalué, indépendamment de tous ces mouvements ouvriers étrangers, politiques et professionnels, dont on le sépare communément. Les divergences qui les opposaient s'affaiblissent, comme dans l'intérieur de chaque pays s'atténuent les préventions entre fractions ou tendances en désaccord. En prenant en considération

(1) *Compte rendu de la VI<sup>e</sup> conférence* (1909), p. 26.

(2) Les chiffres concernant certains pays sont répétés en 1910, faute de statistiques nouvelles (*Huitième rapport international* (1911), p. 17.

un vœu implicitement favorable à la grève générale en temps de guerre (vœu à tendance éminemment syndicaliste) le Congrès socialiste de Copenhague (1910) a bien montré que l'unité prolétarienne internationale n'est pas qu'administrative (1) : il y a nivellement des rivalités nationales.

Le prolétariat a écrit son nouveau droit : il a été longtemps verbal, traditionnel. Les statuts des Syndicats et Coopératives sont divisés en titres, en chapitres, les chapitres en articles à l'instar d'un code bourgeois. **Le prolétariat a conscience de dire le droit ; mille expressions la trahissent immédiatement.** En voici quelques exemples.

La Chambre syndicale des ouvriers typographes de Marseille (2) édicte dans l'article 22 des statuts : « chaque mise bas (3) ne sera reconnue *légal*e qu'autant qu'elle aura d'abord été soumise à la Chambre syndicale et ensuite autorisée par cette dernière » (4). « Toutefois, promulgue la Fédération universelle des ouvriers gantiers, la décision du comité exécutif sera nécessaire pour *légaliser* une grève qui sera soutenue des fonds fédéraux » (5).

Dans d'autres cas, la règle sonne comme un commandement : « *Tout patron* qui, pour une cause illégitime, mettrait un ouvrier à la porte ou le forcerait à quitter l'atelier de son gré *sera passible* du chômage de son atelier ». Ainsi s'expriment les membres de la *fraternité ouvrière*, société des ouvriers-corroyeurs maroquiniers de Marseille (1871).

Au Congrès confédéral de Bourges (1904) un délégué demanda que les Syndicats n'ayant satisfait qu'à une des deux obligations fixées par les statuts (adhésion à une Bourse du travail et à une Fédération corporative) fussent néanmoins admis.

A l'exemple du président de la Chambre des députés, le pré-

(1) *Compte rendu*, p. 201, 211, 302 et s. (partic. p. 310 et 324).

(2) Janvier 1870.

(3) Cessation de travail.

(4) *Les associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 803 (Publ. de l'Office du Travail).

(5) *Les assoc. prof.*, t. II, p. 214.

sident du Congrès écarta cette proposition par l'exception d'inconstitutionnalité : le Congrès l'approuva. Ainsi vit-on, ce jour, que le prolétariat se soumettait aux statuts qu'il avait votés comme à une loi impérative, nécessaire et respectable (1).

Le droit syndical est complexe, prévoyant, abondant avec ses règles constitutionnelles et civiles, ses œuvres de mutualité et d'assistance, sa morale, sa discipline. Rien n'y est simple et le moindre précepte est le résultat d'une longue histoire. C'est plus qu'une tradition verbale et flottante de règles empiriques et arbitraires. Les textes sont si nombreux qu'ils forment vraiment plusieurs codes, œuvres de nécessités pressantes et d'une conscience dont on suit le développement méthodique au travers des délibérations des Congrès et des incertitudes de l'action. Au mince code des débuts qui tient en quelques lignes, au maigre mutualisme qui ignore la solidarité interprofessionnelle, s'est substituée l'abondante législation des Congrès corporatifs qui se suivent régulièrement depuis 1893. Béatrix et Sydney Webb, qui ont étudié avec une intelligence pénétrante le mouvement syndical anglais, ont parlé avec une sorte d'émotion de cette évolution : « Pour celui qui étudie la démocratie, l'organisation ouvrière offre le spectacle d'un millier de républiques indépendantes et autonomes, faisant à maintes reprises l'épreuve de tous les expédients connus, en science politique, pour arriver à combiner une administration efficace avec le contrôle populaire ».

Si l'on ouvre un récent livret de syndiqué, on lit au début son statut particulier, qui frappe par l'harmonie de son agencement, le détail de ses règles, l'ordre véritable enfin et par une sorte d'ardeur qui se trahit sous les mots ; œuvre de juriste, non sans imperfection il est vrai, à laquelle on peut reprocher quelques redites ou quelques obscurités. Mais quelle loi est claire et sans conteste ? Reconnaissons ici l'imperfection commune à toutes œuvres juridiques ; elle n'est point d'essence syndicale.

(1) *Compte rendu du Congrès de Bourges (1904)*, p. 72.

M. Boulmy, qui a consacré un livre célèbre à la psychologie du peuple anglais, a eu l'occasion, au cours de son étude, de parler de l'activité législative ouvrière, et peut-être le jugement par lequel il la condamne paraîtra susceptible d'un juste appel : « Les économistes de la classe ouvrière excellent à trouver, écrit ce penseur, deux ou trois mots, les « trois huit », le « standard of life », les « living wages », etc., qui servent de cri de ralliement à la classe entière, et lui rendent en outre clair et saisissable le but qu'elle poursuit, sans y mêler des principes qu'elle ne comprendrait pas... Mais quelle distance n'y a-t-il pas entre ces formules très générales et le détail d'une loi très précise ! Aussi l'initiative reste-t-elle aux classes moyennes et supérieures qui remplissent le Parlement : ce sont elles qui lentement, mais par un effort suivi, font successivement un grand nombre de lois partielles qu'elles consolident à des intervalles éloignés. (1) »

Au contraire de cette opinion, les Congrès ouvriers doivent être assimilés à autant de parlements dont la besogne consiste à formuler des règles obligatoires pour toute une catégorie d'intérêts. L'anarchie au sens : désordre, n'apparaît à aucun moment, puisque si les textes légaux se taisent souvent, en dehors d'eux on trouve ces règles prolétariennes, témoin d'un ordre particulier qui ne dépend pas de l'arbitraire.

---

(1) *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle* (1901), p. 367.